



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 05 NOVEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la
délibération:
**Inondations du 3
octobre 2015 - Aide
financière à
l'Association des
Maires des Alpes-
Maritimes**

L'an deux mille quinze le cinq novembre à dix huit heures, le *Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Raymond BORIO, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, Sandrine MARY-BOUZEREAU, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à André MENET, Nicole FANELLI pouvoir à Jean-Pierre MOMBAZET, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Alain VIGIER, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Christine PREMOSSELLI pouvoir à Sophie DUFOUR, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 13/11/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 13/11/2015

De nombreuses communes côtières des Alpes Maritimes ont été durement frappées le samedi 3 octobre 2015 par des inondations d'une ampleur catastrophique.

En plus du bilan humain très lourd, ces pluies diluviennes ont provoqué des dégâts matériels considérables.

Il est rappelé qu'à l'occasion des inondations qui ont ravagé la Dracénie le 15 juin 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a reçu un certain nombre de dons, émanant notamment de collectivités territoriales.

C'est pourquoi, dans des circonstances similaires touchant le département des Alpes-Maritimes, il est proposé au Conseil d'agglomération de s'associer à l'élan de solidarité en accordant une aide financière de 20 000 € à l'Association des Maires des Alpes-Maritimes, afin qu'elle répartisse cette somme en fonction des besoins.

Cette proposition a d'ores et déjà reçu un avis favorable unanime du Bureau communautaire, en date du 26 octobre dernier et la somme de 20 000 € a été mandatée le 27 octobre, conformément à la possibilité accordée aux collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale par la Direction Générale des Finances Publiques.

En conséquence, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir approuver le versement de la somme de 20 000 € à l'Association des Maires des Alpes-Maritimes destinée à venir en aide aux communes et populations sinistrées.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 05 novembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.